

## **Deuxième Colloque Africain sur le Travail Décent**

**« Construire un socle de protection sociale avec le Pacte mondial pour l'emploi »**

**(Yaoundé, 6-8 octobre 2010)**

**Discours d'ouverture de M. Charles Dan**

**Directeur régional pour l'Afrique du BIT**

- Son Excellence, Monsieur le Premier Ministre,
- Mesdames et Messieurs les membres du Gouvernement du Cameroun,
- Mesdames et Messieurs les Ministres du Travail,
- Monsieur le Président de la Commission du travail et des affaires Sociales de l'Union africaine,
- Monsieur le Vice Président Travailleur du Conseil d'administration du BIT,
- Monsieur le Président de l'Organisation internationale des employeurs,
- Monsieur le Représentant de la Commission de l'Union africaine,
- Chers mandants tripartites de l'OIT en Afrique,
- Mesdames et Messieurs les Membres du Corps Diplomatique,
- Chers collègues de la famille des Nations Unies et des institutions régionales d'Afrique,
- Messieurs les Directeurs exécutifs du BIT pour les Secteurs de l'Emploi et de la Protection Sociale,
- Madame la Directrice de l'Equipe d'Appui au Travail Décent de l'OIT à Yaoundé,
- Honorables invités,
- Chers amis,

Au nom de notre Directeur général, Monsieur Juan Somavia, je voudrais vous prier, Monsieur le Premier Ministre, de transmettre la gratitude du BIT à Son Excellence, Monsieur Paul Biya, Président de la République du Cameroun, pour son très haut patronage du Colloque qui nous réunit à Yaoundé.

Merci de tout cœur à la population du Cameroun pour la chaleur de l'accueil et la générosité de l'hospitalité.

A travers vous, Monsieur le Premier Ministre, nous saluons la vision 2035 du Cameroun et l'engagement du Gouvernement à lier dans un cadre stratégique la croissance et l'emploi.

Vous me permettez de saluer l'action exemplaire du Ministre Nkili à la tête de la Commission du Travail et des Affaires Sociales de l'Union africaine. Félicitations aussi Monsieur le Ministre pour votre engagement personnel dans la qualité de l'organisation de cet évènement. Merci et bravo à votre équipe.

Puis-je souligner tout particulièrement la présence de Sir Roy Trotman, Vice Président Travailleur du Conseil d'administration du BIT. Votre participation, Sir Trotman, témoigne une fois encore avec éclat de votre attachement à vos racines. Merci pour votre engagement au développement de l'Afrique.

Je voudrais dire mon amitié et mon admiration pour la contribution du Professeur Wiseman Nkuhlu au service de la renaissance du continent. Bravo Professeur Nkuhlu pour votre action - hier comme Secrétaire exécutif du NEPAD - aujourd'hui comme Président de l'Organisation internationale des employeurs.

Mon respect à la Commission de l'Union africaine pour sa lutte contre l'exclusion, la pauvreté et la vulnérabilité et ma reconnaissance pour notre fructueuse coopération.

Merci infiniment à Assane Diop et à José-Manuel Salazar, respectivement Directeur exécutif des Secteurs de la protection sociale et de l'emploi, qui se sont personnellement investis avec les collègues du siège à Genève, du Bureau régional à Addis Ababa et des Equipes sur le terrain pour vous proposer les scénarios du possible d'une Afrique sociale.

Cette Afrique sociale - une Afrique productive - une Afrique équitable - une Afrique protégée- nous y croyons plus fort que jamais à l'OIT.

Nous y croyons car nous croyons en vous.

Dans cette salle, ce que nous voyons à travers le tripartisme que vous représentez, c'est la puissance d'une Afrique qui monte - l'Afrique résiliente du secteur rural - l'Afrique agile de l'économie informelle - l'Afrique solidaire de l'économie sociale - l'Afrique imaginative des services - l'Afrique exportatrice qui lutte dans une mondialisation encore trop inéquitable - l'Afrique des femmes au travail qui portent sur leur dos l'avenir du développement de l'Afrique -.

Aujourd'hui, c'est le cœur de cette Afrique sociale en marche que le monde entend battre à Yaoundé.

L'Afrique ne manque pas de vision :

- Septembre 2004 - Ouagadougou - Déclaration des Chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine faisant de l'Agenda du travail décent une priorité du développement ;
- Avril 2007 - Addis Abeba - Adoption tripartite de l'Agenda pour le travail décent en Afrique 2007-2015 ;

- Décembre 2009 - Ouagadougou - Décision tripartite de faire des Programmes par pays pour le travail décent l'instrument majeur de mise en œuvre du Pacte mondial pour l'emploi en Afrique en réponse à la crise mondiale financière et économique.
- Octobre 2010 - Yaoundé - L'Afrique tripartite persiste et signe pour « construire ensemble un socle de protection sociale avec le Pacte mondial pour l'emploi ».

L'Afrique ne manque pas d'atouts.

Aujourd'hui, l'Afrique c'est :

- 1,6 trillion de Dollars de PIB collectif ;
- 860 milliard de Dollars de dépenses combinés de consommateurs ;
- 60% du total mondial des terres arables non encore cultivées ;

Et demain l'Afrique, ce sera :

- 2,6 trillion de Dollars de PIB collectif et,
- 1,4 trillion de Dollars de dépenses de consommation en 2020 ; et
- ce sera 1,1 milliard d'Africaines et d'Africains en âge de travailler en 2040 - un marché - une puissance -.

L'Afrique ne manque pas de vision - L'Afrique ne manque pas d'atouts - Et l'Afrique ne manque pas de ressorts -.

Elle l'a montré en répondant mieux que prédit à la grande récession mondiale.

Le recours à des politiques budgétaires pour faire face à l'impact de la récession mondiale a été un nouveau pas très important dans la région.

En effet, trente-deux pays africains ont connu un ralentissement de l'activité économique en 2009 en raison de la crise mondiale. Parmi eux une vingtaine - soit pratiquement les deux-tiers - ont été en mesure de prendre des positions budgétaires anticycliques sans que cela n'ait d'impact, dans la plupart des cas, sur le caractère soutenable des trajectoires des dettes publiques. Ceci témoigne de l'amélioration des positions budgétaires dans un nombre croissant de pays.

En 2010, la croissance sur le continent devrait s'établir à 4,5 % - contre 2% en 2009 - avec des projections pour 2011 et au-delà de 5,5 à 6% de croissance.

Mais l'on sait tous que les taux de croissance élevés sur le continent dans la décennie précédant la crise mondiale ne se sont pas traduits en termes de réduction de la pauvreté et de création d'emplois.

Or, d'ici 2015, il est projeté que le taux de croissance de la population active sera plus élevé en Afrique sub-Saharienne que dans toute autre région du monde.

Selon nos estimations au BIT, ceci demandera la création de quelque 61 millions de nouveaux emplois dans la région pour s'assurer notamment que les jeunes entrant sur le marché du travail trouveront un emploi décent.

Afin de réussir ce formidable pari, l'Afrique devra faire la transition vers un cadre macro-économique favorable à l'emploi. Elle devra aussi réussir à libérer l'intégralité de son potentiel productif, en particulier dans l'agriculture.

Pour nos pays, il n'y aura pas de développement économique sans une meilleure productivité.

Mais il n'y aura pas de meilleure productivité sans une meilleure protection sociale pour nos populations.

Notre message est simple : pas de sécurité économique sans sécurité sociale pour l'Afrique.

C'est dans ce contexte que nous nous reconnaissons pleinement dans le Cadre de politique sociale de l'Union africaine adopté en 2008.

Et c'est pour appuyer cette vision que nous sommes parties prenantes à l'initiative que les Nations Unies ont lancé pour un socle de protection sociale. Ce socle vise à garantir un accès aux services essentiels et des transferts à tous ceux qui ont besoin de protection sociale pour sortir de la pauvreté ou ne pas y basculer.

Le Pacte Mondial pour l'Emploi entérine cette démarche.

N'est-il pas audacieux de parler d'un socle de protection sociale pour l'Afrique?

Non - Ni audacieux - Ni prématuré -.

Comme le souligne le Rapport « Construire un socle de protection sociale avec le pacte mondial pour l'emploi » soumis par le BIT à ce Colloque, il ne faut pas considérer la sécurité sociale comme un coût, mais comme un investissement dans le développement humain.

La part des ressources disponibles consacrée à la sécurité sociale ne dépend pas tant de la richesse d'un pays que de la volonté politique - laquelle détermine la marge budgétaire disponible.

Alors qu'en Europe 20 à 30 pour cent du PIB sont investis dans la sécurité sociale, en Afrique, 4 à 6 pour cent du PIB seulement sont consacrés aux prestations de sécurité sociale.

A condition d'être placée suffisamment haut sur la liste des priorités politiques africaines - mais aussi des priorités de la communauté internationale - l'instauration progressive et généralisée d'un socle de protection sociale est possible.

Possible. Et surtout indispensable -.

Si on veut, on peut faire beaucoup de choses.

En 2009, au niveau international on a su protéger les institutions financières qui étaient à l'origine de la crise systémique et globale qui a commencé en septembre 2008 - les fameuses banques « too big too fail »-.

A l'avenir, le système devra aussi savoir protéger les plus petits - les plus vulnérables -. Le moment est venu de s'intéresser aux conséquences humaines et sociales de la crise à travers l'emploi et la protection sociale.

Pour faire reconnaître ses priorités, l'Afrique tripartite devra se mobiliser grâce au dialogue social.

Depuis décembre 2009, vous avez prouvé qu'une telle mobilisation est possible pour mettre en œuvre le Pacte mondial pour l'emploi dans le cadre des Programmes par pays pour le travail décent.

Aujourd'hui, à Yaoundé, notre fierté est que vous n'êtes pas venus à ce Colloque pour regarder les choses comme elles sont - mais pour regarder les choses comme elles peuvent être -.

Oui, si nous croyons que l'Afrique sociale est possible, c'est parce que nous croyons profondément en vous.

Merci de tout cœur pour votre attention.